

## CRISE SOCIALE

## « Ce mouvement traduit un épuisement démocratique »

Pour l'historien Quentin Deluermoz, la colère des « gilets jaunes » exprime une crise sociale et politique

## ENTRETIEN

Quentin Deluermoz est maître de conférences en histoire à l'université Paris-XIII-Nord. Il est spécialiste d'histoire sociale et culturelle des ordres et des désordres au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Que peut dire un historien face au mouvement des « gilets jaunes » ?

Il lui est difficile de se prononcer rapidement sur une situation qui change sans cesse. Le risque est grand, sinon, de ne voir que ce que l'on cherche. Pour autant, les historiens peuvent participer au travail de compréhension. En l'espèce, face à un mouvement qui leur échappait, les médias ont beaucoup fait appel aux chercheurs. Il me semble que certains éclairages ont contribué à infléchir le discours médiatique ambiant qui, au début, insistait surtout sur le côté réactionnaire, irréflecti ou anti-écologique du mouvement.

Ce que l'on sait, c'est que les « gilets jaunes » sont socialement divers, même s'ils viennent surtout des couches populaires et des classes moyennes inférieures. Ce mouvement concerne toutes les générations, les hommes comme les femmes. Il est politiquement très hétérogène et n'est pas anti-écologique, comme on l'a dit.

## Trouvez-vous des référents historiques pour comprendre ce mouvement ?

Il est singulier. Mais est-il inédit, nouveau ? Disons qu'il ne correspond pas aux formes de l'expression politique et de la mobilisation sociale en vigueur depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais cela ne veut pas dire qu'il part de rien. Il y a toujours quelque chose, une ressource, des gestes, des mots d'ordre auxquels on se réfère plus ou moins consciemment, et qui peuvent remonter loin. Ce « quelque chose » n'est jamais repris à l'identique. Il est transformé à chacun de ses usages.

On observe ici des références historiques, notamment la Révolution française. Mais, comme l'ont souligné plusieurs chercheurs comme Samuel Hayat et Gérard Noiriel, la plus pertinente est « l'économie morale de la foule », expression utilisée par l'historien britannique Edward Palmer Thompson. L'idée est la suivante : les émeutes paysannes ou urbaines de la fin du XVIII<sup>e</sup>, spontanées et locales, lorsqu'elles détruisaient les maisons des possédants ou les

## « Ce sont deux mondes qui se confrontent ici, éloignés l'un de l'autre »

machines à tisser naissantes, ne correspondaient pas à un mouvement de colère irrationnel, mais opéraient au nom d'un sens de la justice et du bon droit qu'on estimait bafoué par le pouvoir ou les autorités en place.

## Cette « économie morale de la foule » serait donc l'un des ressorts de la mobilisation ?

Oui. Le point commun des revendications est ce sens de la justice. Il ne s'agit pas d'un refus de la fiscalité, mais d'un sentiment d'injustice fiscale et de l'idée qu'un pacte tacite avec le pouvoir a été rompu. Les mots employés par les « gilets jaunes » sont révélateurs : il s'agit de faire valoir sa dignité, de rappeler qu'on n'est pas rien, de réclamer une vie « décente ».

On est loin des révoltes antisociales d'extrême droite des années 1930. Et il n'y a pas, comme dans les révolutions des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, de demande d'émancipation pour tous, ou même de changement de régime. C'est une revendication exprimée en termes de justice et de morale, d'où ce flou et cette ample mobilisation. Ce mouvement est à la fois local et national. Le référent commun, implicite, est peut-être l'idée d'un pacte lié aux politiques de protection sociale mises en place après la seconde guerre mondiale. Il est ainsi pleinement actuel et pertinent. Je formule cette hypothèse : de même que l'économie morale des foules répondait aux avancées du libéralisme politique et économique au début du XIX<sup>e</sup> siècle (libre-échange et concurrence d'un côté, affirmation de l'individu et des libertés politiques de l'autre), le mouvement des « gilets jaunes » répond au néolibéralisme de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, dans le prolongement de certaines tendances politiques et économiques de ces trente dernières années. On assisterait à l'émergence d'une « néo-économie morale », en quelque sorte.

## Quels sont les nouveaux termes de cet affrontement ?

Tout ce que le gouvernement présente comme un effort pour « libérer les énergies » ou comme



Lors de l'acte V des « gilets jaunes », Place de l'Étoile, à Paris, samedi 15 décembre. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

une nécessaire adaptation à une exigence budgétaire est lu différemment par les « gilets jaunes ». Ils y voient une politique qui favorise les riches au détriment des plus pauvres. Une lecture confirmée par les derniers rapports des économistes sur les inégalités dans le monde, mais qui s'appuie également sur un vécu : dans cette fameuse « diagonale du vide », on voit le problème posé par la suppression des trains, les distances à faire pour aller chez le médecin, ou même pour les commerces.

Ce mouvement traduit un épuisement physique et psychologique qui est aussi la trace de notre épuisement démocratique. A cet égard, ce n'est pas pour rien que la voiture est touchée : outre la question monétaire, essentielle, gêner la mobilité revient à accroître les distances, au sens géographique, mais aussi social et politique du terme.

## Qu'entendez-vous par « épuisement démocratique » ?

L'autre phénomène à prendre en compte est précisément la mise à mal des instances de représentations classiques : partis, syndicats, médias. Généralement,

dans une démocratie représentative et sociale telle qu'elle s'est mise en place au XX<sup>e</sup> siècle, ce sont eux qui doivent permettre de canaliser et d'exprimer la colère en termes politiques et institutionnels, même de manière décalée. Or cela ne fonctionne pas. Ce que montre le mouvement – avec son refus de la récupération d'un côté, et la gêne des syndicats et partis qui hésitent entre suivre ou non le mouvement de l'autre –, c'est un vide. C'est pour cela qu'il risque d'y avoir un décalage persistant entre la demande (morale) des « gilets jaunes » et la réponse (a priori technique et politique) du pouvoir. Ce sont deux mondes qui se confrontent ici, éloignés l'un de l'autre.

En ce sens, le mouvement des « gilets jaunes » prend place dans une crise profonde, qui n'est pas une crise de gouvernement, mais une crise de société, d'un modèle social et politique qui s'est détricoté depuis plusieurs décennies. S'ajoute peut-être un autre élément, sur la question du futur. Le principe de l'action politique est fondé sur l'idée d'un contrôle des anticipations, qu'il faut attendre un peu et que cela ira mieux

## « La crise », dont on parle tant depuis les années 1980, est bien là. Il faudra apprendre à y répondre »

après. Mais la crise climatique et l'urgence écologique mettent à mal cette promesse, et cette demande de patience. La crise est aussi une crise du rapport au temps, face à laquelle les institutions en place et les logiques marchandes sont inadaptables.

## Que peut-on présager de la suite, compte tenu des revendications multiples des « gilets jaunes » ?

Il existe parmi eux une tendance nationale, qui devient, chez certains nationalistes, anti-migrants. D'autres demandent surtout le retour à une forme de justice économique. D'autres veulent, semble-t-il, devenir un parti. D'autres, enfin, sont plus sensi-

bles à la dimension démocratique en actes : avec d'un côté une exigence de démocratie plus directe, égalitaire, avec l'idée de réappropriation du pouvoir par en bas ; et, de l'autre, l'émergence d'une parole citoyenne.

Qu'est-ce qu'il en sortira ? Le probable est un retour à l'ordre antérieur. Le possible est que ce mouvement se prolonge et qu'une de ses tendances s'impose et modifie les règles du jeu. Ce qui est sûr, c'est que, même si le probable advient, le problème de fond restera, et donnera lieu à autre chose, après. D'autant que ce phénomène n'est pas que français, même s'il prend ici une remarquable autonomie.

Ces expressions de colère et ces demandes de justice aux formes parfois très différentes révèlent une crise profonde des démocraties représentatives et des règles du jeu économique, et le lien abîmé entre les populations et les élites. La « crise », dont on parle tant depuis les années 1980, est bien là. Il faudra apprendre à y répondre. En prenant désormais au sérieux le problème exprimé de si forte manière. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

## Budget : les députés entre perplexité et agacement

Les mesures annoncées lundi par Emmanuel Macron ne figurent pas toutes dans le texte débattu à l'Assemblée nationale

Monsieur de Courson, arrêtez de torturer le rapporteur général ! La pique envoyée par le président LR Eric Woerth au député centriste Charles de Courson, à l'occasion d'un échange un peu vif avec Joël Giraud, rapporteur (LRM) du budget, résume l'ambiance des débats à la commission des finances de l'Assemblée nationale, vendredi 14 décembre. Tantôt perplexes, tantôt agacés, les députés se sont retrouvés face à une situation peu commune : devoir se prononcer, en deuxième lecture, sur le projet de loi de finances (PLF) 2019, alors même que les annonces fiscales et sociales faites lundi 10 décembre

par Emmanuel Macron vont bouleverser l'équilibre du budget.

A quelques exceptions près, ni les 10 milliards d'euros de mesures, ni les recettes supplémentaires ou économies qui devront être dégagées pour les financer, ne figurent dans le texte. Elles feront l'objet d'un projet de loi qui sera présenté mercredi 19 décembre, avant d'être examiné à l'Assemblée dans la foulée, a indiqué, jeudi, Edouard Philippe.

Problème : les annonces modifient la trajectoire des finances publiques, notamment le déficit budgétaire inscrit dans le PLF, qui devrait passer de 2,8% du PIB à environ 3,2%. Surtout, certaines me-

sures décidées par le chef de l'Etat avaient été rejetées par la majorité et le gouvernement en première lecture du PLF. De quoi soulever toute une série d'interrogations et de quiproquos, que les oppositions se sont fait un malin plaisir de souligner.

## « Problème de sincérité »

« On va discuter la semaine prochaine sur un texte qui sera déjà caduque. Il y a un problème de sincérité, non ? » a lancé Charles de Courson. Le même a redéposé un amendement sur la défiscalisation des heures supplémentaires, une des mesures annoncées lundi, mais qui avait été rejetée en pre-

mière lecture, en octobre. Il a été de nouveau refusé par la majorité, avec l'argument qu'il figurera dans le projet de loi du 19. Commentaire de M. de Courson : « La majorité vote contre une annonce du gouvernement. On marche sur la tête ! »

Un peu plus tard, l'annulation de la hausse de la taxe carburant a provoqué un autre imbroglio. Elle a été entérinée le 5 décembre par le président pour toute l'année 2019. Mais auparavant, les sénateurs avaient supprimé la hausse « à partir de 2019 », donc potentiellement jusqu'en 2022. C'est de ce texte que sont repartis les députés. Quelle modalité retenir ? « Nous demanderons l'avis du gou-

vernement en séance », a prudemment conclu Eric Woerth. La version du Sénat a été adoptée.

Plusieurs députés LR ont aussi demandé un report du prélèvement à la source, « vu le contexte social ». Un amendement a en revanche bénéficié de la crise des « gilets jaunes » : celui sur la niche Copé. Écarté en première lecture, le maintien (alors qu'il devait être encore amélioré) de cet avantage fiscal sur les plus-values de cessions de titres des entreprises a été adopté par la commission. De quoi rapporter 280 millions d'euros, selon la députée Emilie Cariou.

Enfin, l'amendement ajouté au Sénat pour rehausser la prime

d'activité, et ainsi contribuer à l'augmentation de 100 euros par mois des revenus des personnes touchant le smic, a été voté.

Quid des autres mesures ? « J'avais sollicité Bruno Le Maire et Gérard Darmanin pour venir nous donner des explications, ils sont trop occupés », indique Eric Woerth au Monde. « Le gel de la trajectoire carbone, la taxe Gafa [Google, Apple, Facebook, Amazon] hexagonale... tout cela nous avait été refusé. Et voilà que c'est soudain possible ! » s'insurge-t-il. Les débats dans l'Hémicycle, à partir de lundi, promettent d'être animés. ■

AUDREY TONNELIER